

# Une rafale d'attaques déloyales

Depuis quelques jours, le monde du ferroviaire est en ébullition suite à la diffusion, dans un grand quotidien national, d'un entretien informel datant du 1<sup>er</sup> juillet du Président de la République avec quelques cheminot-e-s et Guillaume Pépy. Dans celui-ci, Emmanuel Macron affirmait: « Pour être franc, je pense que le modèle sur lequel on a vécu, le mythe de la SNCF, n'est pas celui sur lequel on construira la SNCF du XXI<sup>ème</sup> siècle ».

Pile dans la même semaine, les médias relaient le dépôt d'une proposition de loi sur l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire (TGV, TET et TER), réalisée par les Sénateurs Hervé Maurey (UDI-UC, Eure) et Louis Nègre (Les Républicains, Alpes-Maritimes). Il était impossible de faire l'impasse sur les différents articles de « ce que coûte la SNCF aux Français », les propos sur le « statut avantageux des cheminot-e-s ». Pour l'UNSA-Ferroviaire les coïncidences sont troublantes et surprenantes. À seulement quelques jours d'intervalles, le ferroviaire essuie des attaques massives et frontales.

## Est-ce un stratagème pour que les cheminot-e-s descendent dans la rue le 12 septembre, journée de mobilisation organisée par une Organisation Syndicale ?

Les problématiques du ferroviaire ne sont pas nouvelles. Si la dette est aussi importante et perdure, c'est parce que l'État n'a pas joué son rôle durant de trop nombreuses années. Aujourd'hui, l'État propose simplement, pour solder cette situation, de sacrifier les acquis sociaux des cheminot-e-s. Nous jugeons qu'il est intellectuellement malhonnête de mettre en parallèle le financement du ferroviaire avec les « acquis sociaux » des cheminot-e-s. L'évocation de ces sujets dans le contexte des ordonnances de la loi Travail et de l'ouverture à la concurrence du secteur, est un jeu très risqué !

L'UNSA-Ferroviaire ne cédera pas au chantage qu'on lui oppose. Il est hors de question de financer la dette ferroviaire sur le dos des salariés. Et contrairement aux légendes urbaines, les cheminot-e-s ne sont pas des privilégié-e-s ! Ces propos ne servent que les intérêts de certains, qui veulent en découdre avec le service public.

Opposer la population française (les travailleurs contre les chômeurs, le service public contre le privé) est la tendance actuelle et les cheminot-e-s ne sont pas épargné-e-s, bien au contraire. L'UNSA suggère au gouvernement (État stratège) et actionnaire d'offrir au ferroviaire un véritable avenir financier pérenne : une reprise totale de la dette de SNCF Réseau et de SNCF Mobilités, une règle d'or ambitieuse et un plan d'investissement qui aurait le double avantage d'impulser une vague d'embauche dans l'EPIC SNCF Réseau et de maintenir un savoir-faire en matière de sécurité et de compétences.

Cet acharnement médiatique qui laisse croire que les personnels du Groupe Public Ferroviaire (GPF) SNCF sont des nantis ne sert qu'à occulter les erreurs des gouvernements successifs. Néanmoins, l'UNSA-Ferroviaire ne s'associera pas au mouvement social du 12 septembre, dont les motifs sont principalement axés contre la réforme du droit du travail et ne s'inscrivent pas dans une démarche purement « ferroviaire ».

Le rapport de force deviendra inévitable pour s'opposer aux idées néfastes du Président de la République et du Gouvernement. L'UNSA-Ferroviaire défendra le statut des cheminot-e-s et rétablira la vérité sur l'historique du statut par son travail syndical quotidien. Les cheminots peuvent compter sur nous !



**Paris, septembre 2017**